

La nucléarisation de l'Iran est-elle irrépressible ?

par
PIERRE PASCALLON

Rien n'interdit à un Etat déclarant développer un programme nucléaire civil de se doter d'installations d'enrichissement ou de traitement d'uranium qui peuvent, le moment venu et dans un délai finalement bref, déboucher sur un programme militaire. C'est bien ce qu'a fait l'Iran : sous couvert, en effet, de programme civil, ce pays s'est lancé dans une véritable course à l'arme atomique que l'Occident a découvert au début des années 2000, plus précisément en août 2002, lorsqu'un groupe d'opposants iraniens en exil dénonce l'existence d'une installation d'enrichissement d'uranium à Natanz et d'une centrale nucléaire à Arak. Depuis, l'Iran n'a cessé de faire preuve de sa détermination dans sa marche forcée vers la bombe atomique et la plupart des observateurs s'accordent désormais pour assurer que l'Iran va pouvoir produire rapidement sa première bombe atomique.

Alors, à l'heure qu'il est, la nucléarisation de l'Iran est-elle « irrépessible »¹ ? On peut le penser tant il est vrai que toutes les politiques menées, envisagées et « envisageables » pour contrer l'effort de nucléarisation de Téhéran sont... inefficaces, alors que la seule politique qui paraîtrait devoir être efficace est... « inenvisageable ».

I- LES POLITIQUES MENEES, ENVISAGEES ET « ENVISAGEABLES » POUR STOPPER LA NUCLEARISATION DE L'IRAN SONT... INEFFICACES

On pense d'abord à la *politique de négociations*.

Depuis août 2003, l'Europe et les Etats-Unis négocient avec l'Iran sur le nucléaire. Il en faudrait long pour rappeler les différentes péripéties de ces négociations. On sait que, après 15 mois de blocage, on a eu, à Genève, le 1^{er} octobre 2009, une relance du dialogue entre l'Iran et les 5 membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine) et l'Allemagne. Un accord paraissait se dessiner impliquant que Téhéran envoie environ 70% de son uranium enrichi pour le transformer (Russie, France) en combustible destiné à un réacteur de recherche dans la capitale de l'Iran... Mais l'Iran vient finalement de refuser cette offre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) présentée par les Occidentaux. Et le Président iranien vient d'annoncer la perspective de la construction de 10 nouveaux sites d'enrichissement d'uranium.

On s'oriente donc tout droit vers la *politique de sanctions, des sanctions alourdies*.

Mais peut-on véritablement isoler internationalement, plus que par le passé, l'Iran, même si la Russie et la Chine - alliés traditionnels de l'Iran - paraissent se rallier à cette position ? On peut douter de l'efficacité de cette politique, l'Iran étant en position de force, en raison, notamment, de son poids sur le marché pétrolier et Téhéran paraissant pouvoir trouver des appuis du côté de l'Amérique Latine,...

Reste, donc, la *politique d'intervention militaire*.

On sait que la tentation israélienne - régulièrement évoquée depuis 2005 - de frapper, par voie aérienne, les installations nucléaires iraniennes, se précise fin 2009-début 2010. Mais on voit bien les difficultés de ces frappes ciblées sur quelque 20 sites iraniens disséminés et, souvent, enterrés. Rien à voir avec les opérations israéliennes précédentes en Irak et en Syrie. Même réussis, ces raids israéliens ne permettraient, au mieux, que de retarder (3 ans ?) le programme nucléaire iranien. Et, par ailleurs, une campagne aérienne plus lourde, comme celle menée au Kosovo en 1999 (avec l'appui des Américains et des Français ?), visant à faire plier le régime iranien, ne paraît pas pouvoir être envisagée.

II-LA POLITIQUE QUI SEMBLERAIT POUVOIR ETRE EFFICACE POUR STOPPER LA NUCLEARISATION DE L'IRAN EST... « INENVISAGEABLE »

A l'heure où le Président OBAMA a entamé, on le sait, une véritable « croisade » - le terme n'est sans doute pas excessif - pour la disparition totale des armes nucléaires de la planète, on ne peut pas ne pas penser - pour contrer l'ambition nucléaire de l'Iran - à la dénucléarisation du Moyen-Orient ; on ne peut pas ne pas envisager - on y pense forcément lorsqu'on cherche à diminuer la menace de la prolifération nucléaire : et nous sommes bien dans ce cadre - la création, dans cette partie du monde, d'une « Zone Exempte d'Armes Nucléaires » (ZEAN), dont l'Assemblée Générale des Nations Unies s'est attachée, en 1975, à donner une définition : « territoire regroupant plusieurs Etats qui, dans

¹ On reprend ce qualificatif d'« irrépessible » dans l'ouvrage de Christian DELANGHE et Henri PARIS : *Les nouveaux visages de la guerre*, Pharos, 2006, p70.

l'expression libre de leur souveraineté, décident d'établir, par l'intermédiaire d'un Traité, une zone délimitée totalement dénucléarisée ».

On rappelle brièvement que l'idée de ces ZEAN a été, au départ, soviétique. En 1956, Moscou propose de limiter, sinon d'interdire, le déploiement d'armes nucléaires en Europe pour circonscrire l'installation - effective dès 1954 - des premières bombes américaines sur le sol du Vieux Continent. L'idée va être reprise, en 1958, par un député polonais, Adam RAPACKI - on parlera du « plan RAPACKI » - qui proposera de constituer une zone dénucléarisée en Europe centrale (Pologne, Tchécoslovaquie,...), comprise comme un territoire « tampon » entre les forces de Varsovie et celles de l'OTAN.

Il y a eu, en une vingtaine d'années environ, multiplication de ces Zones Exemptes d'Armes Nucléaires avec, pour chacune, un Traité multilatéral : Amérique Latine et Caraïbes et Traité de Tlatelolco en 1967,... Six ZEAN sont ainsi, actuellement, en vigueur, concernant, avant tout, les pays de l'hémisphère Sud. Force est de reconnaître, en effet, que ces ZEAN ont beaucoup plus de mal à se mettre en place dans l'hémisphère Nord, en Europe, en Asie et... au Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient ? Depuis 1974, l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte, chaque année, une résolution demandant la création d'une ZEAN au Moyen-Orient. Ce fut encore le cas en octobre 2008. Pareillement, depuis quelques années, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) vote, à son tour, à son Assemblée Générale, une résolution « appelant tous les Etats du Moyen-Orient à renoncer à l'arme atomique ». Et on sait que ce projet d'un Moyen-Orient militairement dénucléarisé est tout particulièrement soutenu par les Etats arabes de la région : Egypte, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis,... Récemment encore - les 29-30 septembre 2009 -, s'est tenue, au Caire, une Conférence Internationale pour envisager à nouveau l'éventualité de faire du Moyen-Orient une Zone Exempte d'Armes Nucléaires. Comment y parvenir ? Il faut, pour ce faire, prendre en considération le cas de l'Etat hébreu, qui est une puissance nucléaire de fait, et le cas de l'Iran qui veut se nucléariser ; et convaincre, **simultanément**, Israël de se défaire de son arsenal nucléaire et l'Iran de renoncer à s'en doter. Est-ce possible ? On peut en douter.

- Et, d'abord, il est difficile d'imaginer convaincre Israël de renoncer à son arsenal nucléaire, même si l'on parvient à l'assurer que l'Iran ne se dotera pas du nucléaire militaire.

L'Etat hébreu doit, en effet, impérativement, se préoccuper de sa survie - dès lors que certains ne reconnaissent pas son existence, quand ils ne souhaitent pas ouvertement sa disparition - ; et, comme tout Etat, l'Etat juif doit assurer sa défense nationale, avec les instruments qui lui paraissent les plus adéquats pour ce faire. Dans cette perspective, il est clair que l'Etat juif ne peut s'en remettre uniquement au conventionnel. En effet, l'étroitesse du territoire israélien, son absence de « profondeur stratégique » - pour reprendre une expression usitée -, le rendent très vulnérable à une attaque conventionnelle conduite avec succès. Et il n'est pas dit que, à terme, Tsahal - dont les récents conflits au Liban, à Gaza, ont montré les limites - soit toujours capable, compte tenu de l'évolution des rapports de forces démographiques... et conventionnels dans la région, d'assurer à Israël une supériorité incontestée.

Le nucléaire militaire est donc bien, pour Tel Aviv sa « garantie » indispensable, son « assurance-vie ». Israël peut-il donc, vraiment, dans ces conditions, renoncer à son ambiguïté sur le nucléaire militaire : « never confirmed or denied », reconnaître ouvertement, alors qu'il n'est pas membre du TNP (Traité de Non Prolifération), qu'il est en possession de l'arme nucléaire... et, à partir de là, accepter sa dénucléarisation ? Difficile, on le pressent, de donner à Israël des garanties - après s'être dessaisi du nucléaire... - aussi fortes que la « garantie-assurance-vie » apportée à l'Etat hébreu par son nucléaire. On a pensé - en contrepartie de sa renonciation au nucléaire - proposer à Israël d'intégrer l'OTAN pour bénéficier des garanties apportées aux signataires par l'Article 5 du Traité de Washington. Mais comment Israël peut-il être sûr que l'Article 5 jouera en cas de guerre au Moyen-Orient, alors que l'on sait que les Etats-Unis, comme l'Europe, ont un intérêt vital à maintenir de bonnes relations avec le monde arabe ? Serait-ce vraiment différent dans le cadre d'un accord de défense bilatéral, Etats-Unis/Israël, qui comprendrait une garantie des Américains en cas d'attaque nucléaire contre l'Etat hébreu ?

- On ne voit pas davantage - ayant éventuellement obtenu l'accord de Tel Aviv - que Téhéran puisse désormais renoncer, de façon concomitante, à son effort tendu pour se doter de la bombe.

En effet, l'Iran ne veut pas la bombe pour contrebalancer la puissance nucléaire israélienne : le programme nucléaire iranien n'a pas eu pour origine la bombe israélienne ; pas davantage, au vrai, l'Iran n'entend se doter de la bombe pour détruire Israël, Téhéran sachant très bien qu'une offensive nucléaire contre Tel Aviv lui vaudrait des représailles mortelles. Les harangues du Président iranien

pour rayer Israël de la carte ont, avant tout, une finalité interne, le programme nucléaire iranien représentant, pour le régime, un sujet d'unanimité nationale et de fierté.

Au vrai, Téhéran veut la bombe pour pouvoir, à l'avenir, quoi qu'il arrive, « sanctuariser » son territoire et, simultanément, afficher sa puissance.

- La bombe pour sanctuariser son territoire ? Les Iraniens ont été traumatisés par leur conflit avec l'Irak qui a laissé, chez eux, des traces très douloureuses : 1 million de morts et des milliers de personnes mutilées. Ils ont, à cette occasion, ressenti péniblement leur « solitude stratégique », Téhéran étant convaincu que Saddam HUSSEIN avait, lui, bénéficié de la sollicitude des Occidentaux alors que l'Iran devait se battre sans alliés dans un Moyen-Orient arabe hostile. Les Iraniens sont donc convaincus qu'un tel conflit ne pourra pas se renouveler dès lors qu'ils posséderont la bombe nucléaire, garantie de leur intégrité territoriale et de leur indépendance nationale.

- La bombe pour sanctuariser, donc, leur territoire et afficher, simultanément, militairement, leur puissance ? Il est sûr que la bombe nucléaire est, pour aujourd'hui et pour demain encore, l'expression militaire contemporaine de la force, du pouvoir, de l'invincibilité ; le « marqueur » de l'accès à la modernité et de l'accession au statut de « grand ». L'Iran, vieille nation de 3000 ans, est à retrouver, au Moyen-Orient, une position dominante : elle est, en effet, dans ce cadre géographique, le pays le plus peuplé et le plus éduqué, technologiquement en pointe, disposant d'avares financiers importants. Il s'agit bien, pour elle, en se dotant de la bombe nucléaire, de confirmer, sur le plan de la défense, sa position de puissance démographique et économique majeure du Moyen-Orient, en passe de rentrer dans le cercle restreint des « puissances globales ».

Au total - on espère en avoir convaincu -, on a peu de chances, malheureusement, de persuader Téhéran de stopper ses efforts pour se doter de la bombe dans le cadre d'une stratégie de dénucléarisation de l'ensemble du Moyen-Orient, qui va rester, demain comme hier, une solution irréaliste, sinon impossible.